



Rapport du préfet

Le 28 octobre 2014

En s'inspirant des exigences de la Loi pour les municipalités locales (art. 955 du Code municipal) et, surtout, dans un désir de transparence, il me fait plaisir en tant que préfet de vous informer, au nom des membres de votre conseil régional, de la situation financière de notre municipalité régionale de comté de Pontiac

Cette opportunité me permet non seulement de vous informer de notre situation financière, mais aussi de promouvoir un dialogue constructif à l'égard notre développement et de partager une vision commune en raison de nos réalités passées et actuelles. Le temps est venu de mettre fin à nos démarches solitaires et de faire avancer un agenda de collaboration avec tous les acteurs du territoire. Cette réalité est plus que jamais nécessaire pour nous permettre de répondre efficacement à une situation de plus en plus alarmante, et ce, au détriment de nos dix-huit (18) collectivités. Il est actuellement essentiel que nous unissions nos efforts pour poursuivre une démarche multisectorielle avec des actions concrètes mobilisatrices. Nous nous devons d'agir et de réagir, aujourd'hui, par des interventions adaptables qui nous permettrons de mieux redéfinir l'avenir du Pontiac.

De plus, afin de pouvoir intervenir consciencieusement, pour le bénéfice de toutes nos collectivités, il importe que nous multiplions nos efforts, par l'entremise d'un plan stratégique commun, tout en ciblant de manière plus spécifique nos actions envers les différents secteurs clés, tels que : le tourisme, le commerce et l'industrie, notre forêt et nos milieux naturels, l'agriculture et l'agroalimentaire, sans oublier, la culture et le socio communautaire. Des actions concrètes doivent être mise en place, en ce qui concerne notre gouvernance. D'ailleurs, en ce qui concerne le piète état de nos bureaux administratif actuels, nous nous devons de faire face à cette réalité inacceptable et répondre, aujourd'hui, à ce besoin pressant par une infrastructure adéquate.

Je suis conscient qu'il n'est pas toujours facile de définir le choix ou la solution la plus plausible ou de répondre par des actions crédibles à l'ensemble des obligations au niveau de la MRC, mais les enjeux et les défis auxquels nous devons faire face sont trop importants pour ne pas envisager une volonté commune d'excellence, et ce, avec comme objectif principal de répondre autant que possible aux plus grandes attentes de la population.

Liste des contrats

Je dépose, avec le présent rapport, la liste de tous les contrats comportant une dépense de plus de 25 000 \$ au cours de l'exercice 2013. J'inclus aussi la liste de tous les contrats comportant une dépense de plus de 2 000 \$ conclus au cours du même exercice avec un même contractant, et ce, lorsque l'ensemble des contrats comporte une dépense totale qui dépasse 25 000 \$. Le document est disponible au bureau du directeur général et cette dernière sera aussi disponible sur notre site web www.mrcpontiac.qc.ca prochainement.



Les états financiers pour l'année 2013, selon les analyses préparées par notre firme d'auditeur, Janique Éthier, C.P.A. Inc., démontrent un surplus accumulé de 542 512\$. Les résultats suivants pour 2014 indiquent les REVENUS et les DÉPENSES selon les prévisions budgétaires.

La rémunération des élus, avant déductions et incluant les allocations, est de 33 288\$ pour le préfet, considérant le souci de travailler pour notre communauté 3000 \$ est redistribuer en aide aux secteurs communautaire, de l'éducation et au milieu culturel du Pontiac, 19 418\$ pour le préfet adjoint, 8 322\$ pour les présidents de comités et 5 548\$ et pour les membres de conseil pour 2014.

ÉTATS FINANCIERS 2013-2014

	REVENUS	Budget 2014	État Financiers 2013
1	Quotes-parts des municipalités	2 678 000 \$	2 600 000 \$
2	Services municipaux	134 586	132 828
3	Bureau de la SAAQ	62 000	65 970
4	Baux de villégiature	202 875	0
5	Autres revenus	110 481	99 590
6	Diversification de revenus	152 110	152 110
7	Fonctionnement MRC	126 900	126 900
8	Financement à long-terme	131 557	130 445
9	Sécurité publique	0	20 000
10	Gestion environnementale	16 112	0
11	Programmes de rénovations	60 000	113 390
12	Subventions liées au Développement	1 523 887	1 672 978
13	TransporAction	286 000	389 273
14	Diversification	0	145 480
15	Amélioration et entretien PPJ	74 400	82 249
16	Sports et loisirs	34 767	26 592
17	Revenu total	5 593 675 \$	5 757 805 \$
18	Affectation de surplus accumulé	125 596	0
19	Total Revenu et affectation	5 719 271 \$	5 757 805 \$



	DÉPENSES	Budget 2014	États Financiers 2013
1	Législatif	226 246 \$	211 922 \$
2	Gestion financière et administrative	759 787	770 273
3	Autres	11 500	11 852
4	Bureau d'immatriculation	150 708	130 959
5	Sécurité publique		
6	Sécurité incendie et civile	162 464	151 646
7	Contrôle des animaux	85 830	77 198
8	Évaluation	752 110	506 533
9	Sports et loisirs	90 864	81 858
10	Hygiène du milieu (Environnement)	85 790	83 377
11	Aménagement	87 690	92 885
12	Géomatique	93 390	93 341
13	Foresterie	74 000	13 420
14	Baux de villégiature	142 890	0
15	Développement Stratégique	40 000	130 410
16	Réseau des sentiers	230 300	227 338
17	Culture et patrimoine	172 000	162 957
18	Pacte rural	595 875	527 477
19	Transport	306 000	389 273
20	Projets spéciaux	200 850	100 069
21	Partenariat et développement	1 059 196	1 499 089
22	Frais généraux	56 224	44 136
23	Programmes de rénovations	54 000	102 130
24	Autre	7 400	2 416
25	Financement court et long terme	137 157	35 321
26	Dépenses en capital	137 000	25 295
27	Dépenses totales	5 719 271 \$	5 471 174 \$
28	Surplus (déficit)	0 \$	286 631 \$

Les services rendus sont régis par des lois et des règlements auxquels nous n'avons pas nécessaire le contrôle, mais la répartition des coûts reliés à ceux-ci sont faites avec l'intérêt des Pontissois(oises) au premier plan, et ce, malgré un contexte difficile qui perdure.



Il est très important de maintenir un taux de taxe qui répond au besoin de nos collectivités dans un ensemble. Cependant, étant donné que notre développement ne reçoit pas l'attention qui lui est due à divers niveaux, des choix politiques importants s'imposent ! Si nous n'investissons pas maintenant, notre réalité va ce poursuivre avec les mêmes difficultés que nous connaissons aujourd'hui. Ce qui ne laisse que peu de place pour un avenir prometteur pour notre région puisque celle-ci n'en sera que de plus en plus difficile à atteindre. Il faut agir ensemble maintenant.

Voici un bref aperçu du taux de la taxation pour les années 2009 à 2014.

Année budgétaire	Quote-part \$	Augmentation %	Taux taxe (/100\$)
2009	1 698 231 \$	0,00%	0,13300
2010	1 999 686 \$	17,72%	0,1458
2011	2 349 139 \$	17,48%	0,1601
2012	2 501 243 \$	6,47%	0,1563
2013	2 600 000 \$	3,95%	0,1563
2014	2 678 000 \$	3,0%	0,1497

Répartition des Quotes-parts 2014

Poste Budgétaire	Coût	Quotes-parts
Législatif et administratif	1 148 241 \$	780 818 \$
Évaluation	752 110	740 360
Sécurité publique	162 464	162 464
Contrôle animalier	85 830	85 830
Environnement	85 790	69 678
Sports et loisirs	90 864	56 097
Aménagement et développement	3 393 972	782 753
Total	5 719 271 \$	2 678 000 \$

Retour sur investissement

Année	Pour chaque 1\$ investit, nous avons généré:
2013	1,98 \$
2014	2,13 \$



Considérant l'importance de maintenir les services offerts aux collectivités et à l'ensemble du territoire ainsi que l'importance d'une gestion saine pour valoriser un retour d'investissement dans le contexte actuel de notre milieu, il est primordial qu'une aide financière des paliers supérieurs soit assurée et qu'une modulation des différents programmes soit plus que jamais au rendez-vous. Je prends donc cette occasion pour interpeller nos députés, provincial et fédéral, de se joindre à nous pour répondre à nos nombreux défis. Il est temps d'agir maintenant... et, malgré nos efforts soutenus pour notre municipalité régionale, votre collaboration et vos interventions sont plus que nécessaires.

Conclusion

Dans une première interprétation, je peux voir une grande ouverture pour poursuivre nos efforts. Une vision de statu quo ne peut plus exister. Notre définition du mot collectivité est en changement continu et nos responsabilités, dans le contexte économique local et régional actuel, sont plus que préoccupantes. Notre défi est d'être reconnu pour:

- nos produits de spécialités variés et innovants;
- notre environnement, dont le secteur forestier, qui est et sera toujours un pilier de notre économie;
- notre potentiel et nos attraits innovants;
- nos services variés et concurrentiels;
- notre région comme destination reconnue par la qualité et la vitalité de ses communautés.

L'effort collectif, qui nous permet de valoriser notre milieu et de nous surpasser dans nos activités, se reflète par une collaboration inépuisable des membres de votre Conseil régional, des employés(es), de divers organismes et spécialement, d'une éclosion de bénévoles qui ont contribué à la réalisation de divers projets exemplaires en 2014. Un grand Merci à chacun !

Maintenant, le principe du comment... il faut certainement avoir une nouvelle stratégie de communication et multiplier nos efforts de partenariat dans une optique de fierté Pontissois(oise). Pour ces deux raisons, Mesdames, Messieurs, je vous invite à encourager les discussions positives, à ouvrir un dialogue constructif et à participer avec les élus dans une démarche importante où, tous et chacun, collectivement, participeront à créer et à bâtir un avenir à la hauteur de nos attentes.

Je tiens aussi à vous remercier spécialement, chères citoyennes et chers citoyens, pour votre compréhension, votre collaboration et votre appui dans toutes les démarches que nous entreprenons, ainsi que de la confiance que vous nous accordez. En mon nom personnel et au nom du personnel et du Conseil de comté, recevez nos meilleurs vœux de Santé, de Bonheur et de Prospérité pour vous et les vôtres.

Raymond Durocher